

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 30 (1993)
Heft: 1124

Artikel: Patronat : les coups de gueule ne font pas une politique
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1011533>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les coups de gueule ne font pas une politique

Le patronat helvétique s'impatiente et le fait savoir. Est-ce l'heure d'un nouveau style politique en Suisse ?

(jd) Dans une lettre ouverte au Conseil fédéral et aux parlementaires, les têtes de file de l'économie exigent un programme de régénération plus rapide et plus complet. Il faut voir dans l'expression publique de ce mécontentement —une manière d'agir peu habituelle de la part du Vorort— une tentative de faire pression sur le Conseil national qui se penche sur le dossier cette semaine. C'est aussi un appel à peine déguisé aux partis bourgeois pour qu'ils abandonnent le tortueux chemin du compromis et imposent, majoritaires qu'ils sont, une politique clairement libérale.

Le ton est semblable chez les radicaux qui, réunis à Genève, ont pu apprécier les propos martiaux de leur président: assez d'états d'âme au sujet de la for-

mule magique, qui d'ailleurs nous a été imposée, à nous radicaux; foie d'un programme commun des partis gouvernementaux et entente entre partenaires bourgeois pour imposer les solutions nécessaires.

Qu'en période de difficultés et d'incertitude les tensions se fassent plus vives, rien là que de très normal: la redistribution des cartes touche de nombreux intérêts et personne n'envisage de gaieté de cœur de payer le prix des indispensables restructurations. Mais au-delà des inévitables effets de manche et des rejets mutuels de responsabilité, on attend des acteurs politiques et sociaux, une fois les présentations faites sur la ligne de départ, qu'ils abandonnent leurs propos comminatoires et élaborent des solutions substantielles et collectivement acceptables. Car ni les patrons ni la majorité bourgeoise ne réussiront à eux seuls à adapter l'économie et la société aux nouvelles donnes européenne et planétaire.

Dans sa missive, le Vorort rappelle que «la flexibilité et la capacité d'adaptation des entreprises sont des conditions essentielles de la croissance, de l'emploi et de la stabilité du pays». Certes, encore qu'entre croissance et emploi le lien paraît plus tenu qu'autrefois. Mais pourquoi ne pas insister aussi sur d'autres conditions tout aussi importantes, celles qui ont trait par exemple à la formation des salariés et à leurs conditions de travail? Pourquoi ne pas reconnaître enfin qu'une économie moderne et efficace exige la responsabilité partagée des travailleurs et des employeurs, des adaptations contractuellement négociées?

L'Etat cause de tous les maux ?

En imputant unilatéralement à l'Etat les causes de la mauvaise santé de l'économie, le patronat helvétique oublie un peu vite sa propre frilosité et son conservatisme, sources de bien des déconvenues actuelles. Qui donc s'est opposé jusqu'à présent à une législation efficace sur les cartels et les ententes? Qui donc a refusé avec la dernière énergie un droit des sociétés moderne

et garant de plus de transparence dans les affaires? Qui encore a bloqué toute réforme du droit foncier et a cautionné ainsi une spéculation immobilière responsable de prix du sol économiquement absurdes? Faut-il poursuivre l'énumération? Ces quelques exemples suffisent à rappeler que le patronat est loin d'être innocent du mauvais état des fameuses conditions générales qu'il dénonce aujourd'hui.

Lorsque le Vorort revendique une disposition constitutionnelle bloquant le niveau des prélèvements de l'Etat, il impose à ce dernier, son partenaire obligé, une rigidité dont il ne veut pas lui-même. Les collectivités publiques se doivent d'analyser avec rigueur leurs dépenses actuelles et d'améliorer l'efficience de leur action. Mais quelles que soient les économies réalisables, il n'est pas honnête de prétendre que l'Etat pourra faire face sans ressources supplémentaires aux tâches futures de solidarité sociale, européenne et à l'égard des «damnés de la terre».

Quant aux rodomontades du président radical, elles ne sont que bulles de savon. Face aux échéances proches, le bloc bourgeois offre l'image de la cordiale désunion: dossier agricole, TVA, libéralisation des marchés, décartellement, des intérêts divergents s'affrontent en son sein même. Ce n'est donc pas à la hache qu'on taillera les nouvelles règles économiques et sociales, mais plus modestement au ciseau, afin que les principales composantes de la société puissent se reconnaître dans le modèle à naître.

Et la gauche ?

Malheureusement la gauche semble prendre plaisir à cette politique des coups de gueule. Titillés par le minuscule parti du travail, socialistes et Union syndicale ont décidé de lancer le référendum contre la révision urgente de l'assurance-chômage. Si la solution finale retenue par les Chambres n'est pas idéale, elle constitue cependant un compromis acceptable dans l'attente d'une prochaine révision complète de la législation. En quittant le bateau pour en découdre devant le peuple, la gauche prend un double risque. Celui de passer pour un partenaire peu fiable qui ne défend pas jusqu'au bout les projets à l'élaboration desquels il a participé; et sa crédibilité dans l'opinion ne pourra qu'en souffrir. Celui de perdre en votation populaire ce qui affaiblira son influence lorsqu'il s'agira de repenser complètement l'assurance-chômage. ■

prévu (comme dans le cas récent de l'AZT).

● **Bonne conception de la recherche.** L'examen d'ordre éthique devrait comprendre une évaluation du bien-fondé scientifique des recherches projetées: premièrement, la méthodologie est-elle scientifiquement correcte (la question est de la compétence d'experts) et, deuxièmement, le projet vaut-il la peine d'être mené à bien (la question est de la compétence de tous)?

● **Compensation en cas de dommage.** Aucune loi en Suisse ne traite de ce problème...

La médecine a accédé à la «scientificité». A une éthique individualiste (les intérêts du sujet doivent toujours passer avant ceux de la société) s'ajoute, avec l'expérimentation humaine, une notion de «solidarité biologique» qui demande toute l'attention de nos démocraties pour éviter le retour des démons du passé. ■

Sources: Dominique Sprumont: *La protection des sujets de recherche*. Staempfli, Berne 1993. Marinette Ummel: *La réglementation de l'expérimentation humaine et l'organisation des commissions d'éthique médicale en Suisse*. Thèse n° 9219, Université de Genève 1991.